

Entreprises Chantiers Allais : le site est choisi

Le nouveau site est retenu

Les chantiers Allais au bout du bassin de Paris

C'est au bout du port de commerce que les recherches de François Allais ont abouti. Il envisage d'y construire son nouveau chantier en face du synchrolift. L'estimation des coûts du projet lui sera présentée la semaine prochaine. Philosophe, l'entrepreneur dieppois ne crie pourtant pas encore victoire.

Vendredi 13 Février 2004

La décision est imminente. Frédéric Chesnelong, le maître d'œuvre, architecte à Neuville, annoncera une approximation de la note à François Allais au cours de la semaine prochaine. Après de longues et pénibles recherches sur la zone portuaire, le site du nouveau chantier naval est connu. Reste maintenant à savoir si le projet est vraiment réalisable, financièrement.

Car le feuilleton Allais n'est maintenant plus à un rebondissement près. L'emplacement retenu se situe au bout du bassin de Paris, en face du synchrolift, et appartient au domaine public maritime. Le choix n'a pas été simple. « *Il a fallu être en accord avec la DDE maritime et les services de la Ville* », raconte Frédéric Chesnelong. Et une fois le lieu déniché, un nouveau problème est apparu : les aléas du terrain qui a accueilli jusqu'en 1986, l'atelier d'armement des chantiers de la Manche.

« *Nous sommes sur l'ancien lit de l'Arques. Le sol est instable* », explique François Allais, le chef d'entreprise, désormais coutumier des mau-

vaises surprises depuis qu'il cherche à s'agrandir afin de satisfaire des commandes de navires de taille supérieure.

Déjà, lorsqu'il s'apprêtait à regagner Saint-Malo, et le site de l'ex-chantier Alstom, une clause européenne de non-concurrence était venue couper court à toutes ses illusions.

Une aide de 27 % du coût des travaux

Malgré tout, l'homme d'affaires dieppois ne perd pas espoir, bien que, pressé par ses clients, il ait déjà dû refuser la commande d'un mono-coque de 28 mètres. L'activité se poursuit vaillamment dans son bâtiment étroit un peu plus en aval dans le bassin de commerce. « *Mardi, un supply de 72 mètres viendra de Concarneau chercher deux surfers à destination du Golfe de Guinée* », se félicite François Allais.

En effet, le carnet de commandes est bien rempli et lui accorde un sursis. Et surtout lui remonte le moral dans cette période tendue où le risque de perdre totalement des marchés pour la construction de bateaux

de plus de 300 tonnes croît chaque jour.

La décision de construire ou pas à Dieppe sera dans tous les cas prise dès la semaine prochaine au regard de l'estimation des coûts du projet. « *Je ne pourrai pas aligner plus de 90 000 euros de loyer par an* », annonce clairement François Allais, ce qui correspond tout de même au double de ce qu'il paie actuellement. De savants calculs qui prendront en compte l'aide de 27 % du montant de son investissement réparti entre le conseil général, le conseil régional, et les fonds européens, détermineront son choix. Philosophe, l'homme patiente, mais le véritable roman de son parcours de ces derniers mois fait apparaître des évidences.

Et il n'est pas nécessaire de lire entre les lignes. Il paraît en effet difficile dans un environnement sinistré comme l'est le port de Dieppe actuellement d'être dynamique. « *Cette solution aurait pu aboutir bien avant* », se désole François Allais qui ne renie pourtant en aucune manière l'aide apportée par les institutions locales



Bassin de commerce, jeudi. Si l'estimation du coût est satisfaisante, c'est ici que le nouveau chantier Allais se construirait, au bout du bassin de Paris. Les murs pourraient alors être élevés très rapidement grâce à une méthode finlandaise.

qui ne l'ont « *jamais abandonné* ». Cependant, aujourd'hui, ses quêtes de places à travers les ports du nord de la France lui ont permis de nouer des relations avec le milieu

des chantiers navals.

Les commandes qu'il ne peut toujours pas satisfaire dans la cité d'Ango pourraient bien dès lors profiter à d'autres. Paradoxalement, à Dieppe, un

chef d'entreprise pourrait donc créer de l'emploi pour d'autres villes. Une perspective à faire frémir les hommes politiques locaux...